

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Service Prévention des Risques et Industries
Extractives

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA (Kourou)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/PRA/SDH/2025/471
Code AIOT : 0006900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la **visite annuelle des installations classées Seveso**. Elle s'intègre également à **l'action nationale 2025 sur la perte d'utilité**, visant à vérifier la capacité des exploitants à maintenir la sécurité des installations en cas de coupure d'utilités essentielles, notamment l'électricité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt SARA de Kourou stocke 12 000 m³ de gasoil et 4 000 m³ d'essence destinés à l'approvisionnement en carburant du territoire guyanais.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Réseau de collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'une organisation structurée et conforme pour gérer la perte d'utilité électrique, en lien avec les exigences de l'action nationale 2025. Les procédures sont en place, les équipements de secours (groupes électrogènes, onduleurs, batteries) sont fonctionnels, maintenus régulièrement, et correctement dimensionnés.

Les dispositifs de surveillance restent opérationnels en cas de coupure, et les plans d'action, incluant maintenance et documentation, sont maîtrisés.

La gestion des effluents est également conforme, avec un réseau repensé et sécurisé.

Aucun écart n'a été relevé lors de cette visite. Le site présente un bon niveau de préparation et de maîtrise des risques en lien avec la perte d'utilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant a présenté une description claire du système d'alimentation en énergie du site. Il a été confirmé que l'électricité fournie par EDF constitue la seule utilité critique susceptible d'être perdue. Un plan de localisation des installations électriques a été consulté lors de l'inspection. Un audit réalisé en 2024 avait mis en évidence l'absence de procédure spécifique en cas de perte d'alimentation électrique. Depuis, l'exploitant a élaboré une procédure dédiée, complétée par des consignes opérationnelles claires. Une réflexion approfondie a également été conduite pour anticiper les conséquences d'une telle perte et définir les mesures à mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : L'exploitant a été interrogé sur sa stratégie de gestion en cas de perte d'électricité. Il a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">• La production est immédiatement arrêtée en cas de coupure d'alimentation électrique.• Une mise en sécurité automatique des installations est engagée sans délai.• Les installations critiques ont été identifiées, tant à l'échelle du site qu'au niveau des équipements ou process sélectionnés.• Les effets directs, différés et imprévus d'une perte d'alimentation électrique ont été analysés et pris en compte.

- Les effets en cascade sur les autres utilités (production de froid, chaleur, communication, etc.) ont également été identifiés.
- Une vérification a été réalisée pour déterminer si la perte d'électricité constitue un élément initiateur dans les scénarios d'accident de l'étude de dangers. Il s'avère que ce n'est pas le cas, ce qui est cohérent au vu de l'analyse menée.

L'exploitant assure la disponibilité des utilités critiques permettant la mise en sécurité des installations et a défini les modalités de maintien en sécurité ou d'arrêt en cas de perte d'alimentation électrique. Ces modalités sont formalisées dans une procédure dédiée, respectant ainsi les exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les dispositions prévues pour la mise en sécurité des installations en cas d'arrêt, programmé ou non. Il a été vérifié que :

- Des procédures formalisées existent pour encadrer les différentes situations d'arrêt, y compris les arrêts d'urgence.
- Les séquences de mise en sécurité sont décrites de manière claire, avec des consignes adaptées aux différents scénarios envisagés.
- Les barrières techniques et organisationnelles permettant la mise en sécurité automatique ou manuelle sont identifiées et opérationnelles.
- Les opérateurs sont formés à la conduite à tenir en cas d'arrêt d'urgence, avec des exercices périodiques réalisés pour maintenir le niveau de préparation.
- Les installations sont conçues de manière à garantir un retour à un état stable et sécurisé en cas d'arrêt brutal, sans générer de situation accidentelle.

L'exploitant a défini et formalisé les conditions et modalités de mise en sécurité des installations, conformément aux exigences réglementaires. Ces dispositions permettent de garantir le maintien en sécurité ou l'arrêt maîtrisé des installations, y compris en situation de perte d'utilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
Constats :

L'exploitant a mis en place une organisation rigoureuse assurant la continuité de la surveillance et de la sécurité en situation dégradée. Les équipements critiques sont identifiés, les dispositifs de secours sont testés et maintenus selon les préconisations, et des procédures claires encadrent la conduite à tenir. La position de sécurité automatique des vannes complète ce dispositif robuste.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64« Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Dans le cadre de l'évaluation de la continuité de la surveillance en cas de perte d'alimentation électrique, les éléments suivants ont été vérifiés :

- La présence effective d'un réseau de détecteurs (notamment gaz, niveau, température) a été constatée sur le terrain : système en place, opérationnel et bien identifié.
- Il a été confirmé que les reports de niveaux, les alarmes, et les systèmes de détection gaz restent alimentés même en cas de coupure d'électricité, grâce à l'architecture électrique de secours. Le report a été présenté en salle de dispatching.
- Aucune source de secours avec autonomie inférieure à 48h n'est utilisée pour ces fonctions critiques. Le groupe électrogène en place dispose d'une autonomie largement supérieure à 48h, assurant une alimentation durable des équipements nécessaires à la surveillance et à la sécurité du site.

L'exploitant garantit la continuité du fonctionnement des systèmes de détection, de surveillance et d'alarme en cas de perte d'alimentation électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56« Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
Constats : L'exploitant a présenté les dispositifs de secours électrique présents sur le site. Ce point a été vérifié et complété sur la base des observations réalisées lors de l'inspection. La liste des équipements secours est disponible et tenue à jour dans la documentation du site. Les dispositifs de secours identifiés comprennent notamment : onduleurs (dont un onduleur AEG, avec rapport annuel à jour), groupe électrogène diesel avec autonomie supérieure à 48h, batteries de secours (remplacement prévu en 2025), système d'alimentation sans coupure (ASI). Ces équipements permettent d'assurer l'alimentation continue des systèmes critiques tels que réseau de détection (gaz, niveaux, température), alarmes, systèmes de supervision et de communication, automatismes de sécurité. Un plan de localisation des dispositifs de secours a été présenté en salle, puis vérifié sur le terrain. Tous les équipements mentionnés ont pu être identifiés physiquement lors de la visite. Les dispositifs de secours électrique sont dimensionnés et répartis de manière à garantir la continuité de fonctionnement des équipements de sécurité et de surveillance, conformément aux exigences des articles 56 et 64 de l'arrêté du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats :

L'autonomie du dispositif de secours électrique a été analysée dans le cadre de l'évaluation de la continuité des fonctions de sécurité et de surveillance en cas de coupure d'électricité. Le groupe électrogène, alimenté par une cuve de fioul dédiée située à proximité immédiate, a été observé sur le terrain. La cuve était pleine lors de la visite, et les pratiques de gestion du stock de carburant ont été jugées satisfaisantes. L'exploitant procède à une vérification hebdomadaire du niveau de la cuve, avec un réapprovisionnement systématique dès que le niveau passe sous les 50 % de la capacité. En cas d'utilisation effective du groupe, une surveillance accrue est engagée afin d'assurer une autonomie continue.

Les conditions de réapprovisionnement ont été présentées et expliquées en détail : la fourniture de diesel est assurée directement par le site de la SARA, ce qui permet d'écarter toute problématique d'approvisionnement externe. Ce dispositif constitue un élément renforçant la robustesse du système de secours.

Le groupe électrogène démarre automatiquement en moins de deux minutes après détection de la coupure d'alimentation principale. Durant cet intervalle, un onduleur assure la continuité de l'alimentation électrique, permettant d'éviter toute interruption des fonctions critiques. L'onduleur a une autonomie de 1h30, ce qui offre une marge de sécurité confortable même en cas de démarrage retardé.

Ces éléments confirment la fiabilité du dispositif de secours et sa capacité à assurer la continuité des fonctions essentielles en cas de perte d'utilité électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant a présenté les modalités de maintenance appliquées aux utilités et dispositifs de secours électriques du site. Les pratiques en place dépassent les exigences de base et traduisent une volonté manifeste de garantir un haut niveau de disponibilité des équipements en cas de

besoin.

Pour les groupes électrogènes, les préconisations du constructeur indiquent une maintenance toutes les 150 heures de fonctionnement. En complément, l'exploitant réalise un test de démarrage à vide chaque semaine, ainsi qu'un fonctionnement effectif de 40 à 45 minutes tous les trimestres, et un essai prolongé de deux heures une fois par an. Ces essais supplémentaires relèvent d'un choix interne de la SARA, visant à accroître le niveau de fiabilité et à s'assurer du bon démarrage des groupes à tout moment. En plus de ces essais automatiques, un test manuel hebdomadaire est également pratiqué. La simulation d'une coupure EDF est intégrée aux tests trimestriels, permettant de vérifier la réaction automatique du dispositif. L'ensemble des essais et opérations de maintenance a été documenté ; les rapports examinés en séance ne font état d'aucune non-conformité.

Concernant les onduleurs, notamment ceux utilisés pour sécuriser les installations critiques, la maintenance est assurée par la société AEG Power Solutions. Le rapport annuel de maintenance de l'onduleur principal, daté du 26 février 2024, a été consulté et ne révèle aucun écart. Les batteries de secours associées font l'objet d'un remplacement programmé ; les nouvelles batteries ont été commandées mais ne sont pas encore réceptionnées. Leur contrôle est donc prévu lors de la campagne de maintenance de 2025. Le planning des opérations est mis à jour annuellement.

De manière globale, la maintenance des utilités et équipements de secours est rigoureuse, planifiée, et suivie de façon systématique. Les essais réguliers permettent de s'assurer de la disponibilité effective des moyens de secours, en particulier dans des conditions proches de la réalité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56« Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

Le plan d'action mis en œuvre par l'exploitant a été présenté en séance et couvre de manière satisfaisante les enjeux de sécurité liés à la continuité d'alimentation en énergie et aux dispositifs associés. Aucune action corrective urgente n'est aujourd'hui identifiée comme nécessaire, notamment sur le site du terminal de Kourou, où les équipements sont maintenus dans un bon état de fonctionnement. La maintenance est active et structurée, et bénéficie du soutien de l'organisation centrale de la SARA.

L'audit réalisé en mars 2024 sur la perte d'utilité a constitué un point de départ structurant. Il a permis non seulement de formaliser les procédures associées, mais aussi de vérifier la conformité des dispositifs existants avec les préconisations réglementaires et internes actuelles. Cette démarche a contribué à renforcer la maîtrise du risque, notamment par la consolidation de la maintenance préventive, désormais bien intégrée dans le fonctionnement courant du site.

Plusieurs sujets complémentaires ont également été abordés à titre de consolidation :

- Une note d'obsolescence est en place pour anticiper les remplacements d'équipements critiques, garantissant ainsi la pérennité des installations de secours.
- La perte d'utilité électrique a été spécifiquement analysée pour déterminer si elle constituait un événement initiateur dans les scénarios de l'étude de dangers ; il a été confirmé que ce n'est pas le cas à l'échelle du site, conformément aux résultats de l'analyse.

- Concernant les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), seul le dispositif MMR 26, relatif à la chaîne de détection gaz avec mise en sécurité automatique, est concerné en cas de perte d'alimentation. Les scénarios associés ont été établis et validés.

L'ensemble de ces éléments démontre une démarche proactive, cohérente et structurée en matière de gestion des utilités et de prévention des risques liés à leur indisponibilité.

Le plan d'action est opérationnel, pertinent et adapté aux enjeux du site. Il s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue, notamment en matière de sécurité, de maintenance préventive, et de gestion des équipements critiques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réseau de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité du réseau de collecte des effluents

Prescription contrôlée :

La [...] SARA [...] est mise en demeure de procéder, pour le site qu'elle exploite à Kourou: [...] à l'achèvement des phases d'études et des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents liquides définis aux articles 53 et 54 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, au pls tard le 31 décembre 2021 [...].

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le fonctionnement du nouveau réseau de collecte des effluents mis en place sur le site. Ce réseau a été conçu pour garantir une gestion efficace et conforme des eaux souillées et pluviales, en cohérence avec les exigences environnementales.

Le système fonctionne en mode fermé vers le milieu naturel : la vanne de rejet est en position fermée en permanence, assurant que l'ensemble des eaux collectées transitent systématiquement par le séparateur d'hydrocarbures, qui a été dimensionné pour absorber les volumes générés sur l'ensemble du site. Ce séparateur, d'une capacité utile de 4500 litres, est équipé d'un dispositif de type nid d'abeille, permettant la séparation efficace des hydrocarbures. Des alarmes automatiques signalent tout dépassement des niveaux critiques de boues ou d'hydrocarbures, garantissant ainsi un suivi en temps réel et une réactivité adaptée en cas de dérive.

Le réseau des eaux huileuses dirige les effluents issus des zones de rétention vers le bassin dédié aux eaux souillées, évitant tout risque de dispersion accidentelle. En parallèle, le réseau ESP (eaux pluviales) a fait l'objet d'un redimensionnement, notamment pour prendre en compte des épisodes de pluie décennale, renforçant la robustesse du système.

Le dimensionnement global du réseau et des équipements annexes (réseaux, bassins, séparateur) répond aux besoins identifiés. La conception du dispositif garantit que tous les effluents susceptibles d'être contaminés par des hydrocarbures sont collectés, dirigés et traités de manière appropriée.

L'ensemble du réseau de collecte et de traitement des effluents est opérationnel, cohérent et adapté aux flux potentiels. À noter qu'une procédure de liquidation totale d'astreinte journalière relative à ce sujet est actuellement en phase contradictoire au moment de l'inspection, en lien avec des constatations effectuées le 10/04/2025. Les éléments techniques présentés et vérifiés sur le terrain démontrent que la situation est désormais maîtrisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection d'impacts
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : <p>Le système de protection contre la foudre repose sur un dispositif de détection d'impacts, installé sur les poteaux de captation du groupe électrogène servant d'utilité en cas de perte électrique sur le site. Lors de la visite, l'inspection a procédé à une vérification visuelle du compteur de foudre installé sur le poteau du groupe électrogène. Le compteur n'affichait aucun impact enregistré (zéro), ce qui est cohérent avec les déclarations de l'exploitant et confirme l'absence d'épisode de foudre nécessitant intervention. En l'état, aucune anomalie n'a été constatée : le dispositif est jugé conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite